

Le 7 Mai, choisissons une Europe forte et indépendante

L'Europe vient de fêter les soixante ans du traité de Rome. Soixante ans de paix.

Aujourd'hui, cette paix est menacée par l'expansion du terrorisme islamiste radical d'une part, et le comportement belliciste d'un état puissance, héritier de l'empire soviétique, la Russie de Poutine, d'autre part. Cette dernière menace n'est pas réservée aux seuls Ukrainiens et Géorgiens. Elle s'inscrit dans une stratégie d'hostilité générale vis-à-vis de l'Europe, vers ce que Poutine nomme la société « post-occidentale ».

Nous, citoyens français originaires d'Europe Centrale et Orientale, observons avec la plus grande attention ces développements, et alertons une fois de plus nos compatriotes sur un vote qui pourrait se révéler catastrophique pour les idéaux européens.

Depuis plusieurs années, le régime russe viole systématiquement le droit international. Pour ne citer que quelques-unes d'entre elles : annexion et occupation de la Crimée ukrainienne ; soutien armé aux « rebelles » de l'Est ukrainien dans un conflit russo-ukrainien qui a déjà fait plus de 10 000 morts à moins de 3 heures d'avion de Paris ; occupation de 20 % du territoire de la Géorgie et de la Transnistrie Moldave ; violations incessantes de l'espace aérien européen, non seulement balte et scandinave, mais aussi français, avec plusieurs incursions en Bretagne ou dans le Golfe de Gascogne. Une réelle guerre hybride, aux multiples facettes, est engagée. Rappelons la multiplication des « cyber-attaques », la désinformation de masse, ou encore le financement de partis politiques. Cette ingérence et ces piratages informatiques sont à l'œuvre, comme récemment en Estonie, en France avec TV5, en Allemagne avec Deutsche Telekom, ou encore aux États-Unis lors des dernières élections. On ne compte plus, en France, les maillons du réseau d'influence du Kremlin (médias de propagande, associations, financements, relais d'opinion, etc.).

La France est ainsi menacée de l'extérieur. Elle l'est aussi de l'intérieur, à travers une candidate qui prétend défendre l'intégrité et l'indépendance nationale, tout en étant sous l'influence des desseins expansionnistes néo-impérialistes de Vladimir Poutine.

L'Europe, elle aussi est menacée de fait.

A la veille du second tour des élections présidentielles, la question du soutien ou non de la politique de Vladimir Poutine doit être au cœur du débat, comme devrait l'être la question de la survie de l'Union européenne. Les électeurs ne doivent pas se laisser entraîner par une candidate qui nie ces menaces.

Nous, Français originaires d'Europe Centrale et Orientale, forts de notre expérience et de notre Histoire, voulons alerter nos concitoyens français sur ce risque pour la France et pour l'Europe.

Si, par malheur, la candidate du Front National arrivait au pouvoir, elle réaliserait le rêve du Kremlin: déstabiliser l'Europe toute entière, son mode de vie, ses institutions démocratiques, sa fragile unité et sa Liberté.

Vasile Calmațui, pour l'association Moldave-Roumaine "La Paris" ;
Anya Garmash, présidente de l'ONG Ukraine Action ;
Anne-Marie Goussard, présidente de l'Association France Lituanie ;
Eugène Leahu, pour l'association Moldave - Roumaine "La Paris" ;
Vlad Marius et Demidov Serghei pour l'Association Bucovinienne - Moldave - Roumaine « L'union fait la force » ;
Bogdan Mytrowytch, pour le Centre d'études Franco-Ukrainiennes ;
Emilija Pundziute Gallois, pour la communauté lituanienne en France ;
Georges Sardjveladzé, membre du Comité Directeur Georgia ProEuropa;
Othar Zourabichvili, président de Georgia ProEuropa;
Bohdan Bilot, président de l'Union des Ukrainiens de France;
Jean-Pierre Pasternak, président de l'association Jeunesse Ukrainienne en France ;
Tarass Horiszny, président du Comité Représentatif de la Communauté Ukrainienne de France.